MONTESQUIEU

ŒUVRES COMPLÈTES

ÉDITION ÉDOUARD LABOULAYE

GARNIER FRÈRES, 1875

NOTES SUR L'ANGLETERRE

NOTES SUR L'ANGLETERRE[1]

Je partis le dernier octobre 1729 de la Haye ; je fis le voyage avec milord Chesterfield, qui voulut bien me proposer une place dans son yacht.

Le peuple de Londres mange beaucoup de viande ; cela le rend très-robuste ; mais à l'âge de quarante à quarante-cinq ans, il crève.

Il n'y a rien de si affreux que les rues de Londres ; elles sont très-malpropres ; le pavé y est si mal entretenu qu'il est presque impossible d'y aller en carrosse, et qu'il faut faire son testament lorsqu'on va en fiacre, qui sont des voitures hautes comme un théâtre, où le cocher est plus haut encore,

son siége étant de niveau à l'impériale. Ces fiacres s'enfoncent dans des trous, et il se fait un cahotement qui fait perdre la tête.

Les jeunes seigneurs anglais sont divisés en deux classes : les uns savent beaucoup, parce qu'ils ont été longtemps dans les universités ; ce qui leur a donné un air gêné avec une mauvaise honte. Les autres ne savent absolument rien, et ceux-là ne sont rien moins que honteux, et ce sont les petits-maitres de la nation. En général les Anglais sont modestes.

Le 5 octobre 1730 (n. s.[2]), je fus présenté au prince, au roi et à la reine, à Kensington. La reine, après m'avoir parlé de mes voyages, parla du théâtre anglais ; elle demanda à milord Chesterfield d'où vient que Shakespeare, qui vivait du temps de la reine Elisabeth, avait si mal fait parler

les femmes et les avait fait si sottes. Milord Chesterfield répondit fort bien que, dans ce temps-là, les femmes ne paraissaient pas sur le théâtre, et que c'était de mauvais acteurs qui jouaient ces rôles, ce qui faisait que Shakespeare ne prenait pas tant de peine à les faire bien parler. J'en dirais une autre raison : c'est que pour faire parler les femmes, il faut avoir l'usage du monde et des bienséances. Pour faire bien parler les héros, il ne faut qu'avoir l'usage des livres. La reine me demanda s'il n'était pas vrai que, parmi nous, Corneille fût plus estimé que Racine ? Je lui répondis que l'on regardait ordinairement Corneille comme un plus grand esprit, et Racine comme un plus grand auteur.

Il me semble que Paris est une belle ville où il y a des choses plus laides, Londres une vilaine ville où il y a de très-belles choses.

A Londres, liberté et égalité. La liberté de Londres est la liberté des honnêtes gens, en quoi elle diffère de celle de Venise, qui est la liberté de vivre obscurément et avec des p.... et de les épouser : l'égalité de Londres est aussi l'égalité des honnêtes gens, en quoi elle diffère de la liberté de Hollande, qui est la liberté de la canaille.

Le *Craftsman*[3] est fait par Bolingbroke et par M. Pulteney. On le fait conseiller[4] par trois avocats avant de l'imprimer, pour savoir s'il y a quelque chose qui blesse la loi.

C'est une chose lamentable que les plaintes des étrangers, surtout des Français, qui sont à Londres. Ils disent qu'ils ne peuvent y faire un ami ; que, plus ils y restent, moins ils en ont ; que leurs politesses sont reçues comme des injures. Kinski, les Broglie, La Vilette, qui appelait à Paris milord Es-

sex son fils, qui donnait de petits remèdes à tout le monde, et demandait à toutes les femmes des nouvelles de leur santé : ces gens-là veulent que les Anglais soient faits comme eux. Comment les Anglais aimeraient-ils les étrangers ? ils ne s'aiment pas eux-mêmes. Comment nous donneraient-ils à diner ? ils ne se donnent pas à diner entre eux. « Mais on vient dans un pays pour y être aimé et honoré. » Cela n'est pas une chose nécessaire ; il faut donc faire comme eux, vivre pour soi, comme eux, ne se soucier de personne, n'aimer personne, et ne compter sur personne. Enfin il faut prendre les pays comme ils sont : quand je suis en France, je fais amitié avec tout le monde ; en Angleterre, je n'en fais à personne ; en Italie, je fais des compliments à tout le monde ; en Allemagne, je bois avec tout le monde.

On dit : En Angleterre, on ne me fait point amitié. Est-il nécessaire que l'on vous fasse des amitiés ?

Il faut à l'Anglais un bon dîner, une fille, de l'aisance ; comme il n'est pas répandu, et qu'il est borné à cela, dès que sa fortune se délabre, et qu'il ne peut plus avoir cela, il se tue ou se fait voleur.

Ce 15 mars (v. s.[5]). Il n'y a guère de jour que quelqu'un ne perde le respect au roi d'Angleterre. Il y a quelques jours que milady Bell Molineux, maîtresse fille, envoya arracher des arbres d'une petite pièce de terre que la reine avait achetée pour Kensington, et lui fit procès, sans avoir jamais voulu, sous quelque prétexte, s'accommoder avec elle, et fit attendre le secrétaire de la reine trois heures, lequel lui venait dire que la reine n'avait pas cru qu'elle eût un droit de propriété seigneuriale sur

cette pièce, l'autre l'ayant pour trois vies, mais avec défense de la vendre.

Il me semble que la plupart des princes sont plus honnêtes gens que nous, parce qu'ils ont plus à perdre de leur réputation, étant regardés.

La corruption s'est mise dans toutes les conditions. Il y a trente ans qu'on n'entendait pas parler d'un voleur dans Londres ; à présent, il n'y a que cela. Le livre de Whiston[6] contre les miracles du Sauveur, qui est lu du peuple, ne réformera pas les mœurs. Mais, comme on veut que l'on écrive contre les ministres d'État, on veut laisser la liberté de la presse.

Pour les ministres, ils n'ont point de projet fixe. A chaque jour suffit sa peine. Ils gouvernent jour par jour.

Du reste, une grande liberté extérieure. Milady Denham étant masquée, dit au roi : « A propos, quand viendra donc le prince de Galles ? Est-ce qu'on craint de le montrer ? Serait-il aussi sot que son père et son grand-père ? » Le roi sut qui elle était, parce qu'il voulut le savoir de sa compagnie. Depuis ce temps, quand elle allait à la cour, elle était pâle comme la mort.

L'argent est ici souverainement estimé ; l'honneur et la vertu peu.

On ne saurait envoyer ici des gens qui aient trop d'esprit. On se trompera toujours sans cela avec le peuple, et on ne le connaîtra point. Si on se livre à un parti, on y tient. Or, il y a cent millions de petits partis, comme de passions. D'Hiberville, qui ne voyait que des jacobites, se laissa entraîner à faire croire à la cour de France qu'on pourrait

faire un parlement tory : il fut wigh, après beaucoup d'argent jeté, et cela fut cause, dit-on, de sa disgrâce. Les ministres de mon temps ne connaissaient pas plus l'Angleterre qu'un enfant de six mois. Kinski se trompait toujours sur les mémoires de torys. Comme on voit le diable dans les papiers périodiques, on croit que le peuple va se révolter demain ; mais il faut seulement se mettre dans l'esprit qu'en Angleterre, comme ailleurs, le peuple est mécontent des ministres, et que le peuple y écrit ce que l'on pense ailleurs.

Je regarde le roi d'Angleterre comme un homme qui a une belle femme, cent domestiques, de beaux équipages, une bonne table ; on le croit heureux. Tout cela est au dehors. Quand tout le monde est retiré, que la porte est fermée, il faut qu'il se querelle avec sa femme, avec ses domestiques, qu'il jure contre son maître d'hôtel ; il n'est plus si heureux[7].

Quand je vais dans un pays, je n'examine pas s'il y a de bonnes lois, mais si on exécute celles qui y sont, car il y a de bonnes lois partout.

Comme les Anglais ont de l'esprit, sitôt qu'un ministre étranger en a peu, ils le méprisent d'abord, et soudain son affaire est faite, car ils ne reviennent pas du mépris.

Le roi a un droit sur les papiers qui courent[8], et qui sont au nombre d'une cinquantaine, de façon qu'il est payé pour les injures qu'on lui dit.

Comme on ne s'aime point ici, à force de craindre d'être dupe, on devient dur.

Un couvreur se fait apporter la gazette sur les toits pour la lire.

Hier, 28 janvier 1730 (v. s.), M. Chipin parla dans la Chambre des communes au sujet des

troupes nationales ; il dit qu'il n'y avait qu'un tyran ou un usurpateur qui eût besoin de troupes pour se maintenir, et qu'ainsi c'étaient des moyens que le droit incontestable de S. M. ne pouvait pas exiger. Sur les mots de tyran et d'usurpateur, toute la chambre fut étonnée, et lui les répéta une seconde fois ; il dit ensuite qu'il n'aimait pas les maximes hanovriennes... Cela était si vif que la Chambre eut peur de quelque débat, de façon que tout le monde cria *aux voix,* afin d'arrêter le débat.

Lorsque le roi de Prusse voulut faire la guerre à Hanovre, on demanda pourquoi le roi de Prusse avait soudain assemblé ses troupes avant d'avoir demandé satisfaction. Le roi de Prusse répondait qu'il l'avait fait demander deux ou trois fois, mais que le sieur de Reichtembach, son ministre, avait toujours été rabroué et non écouté par le sieur Debouche, premier ministre, lequel avait de l'aversion pour la couleur bleue. Or, il se trouva

que le plus riche habit de Reichtembach, que je lui ai vu, était bleu ; ce qui faisait que ledit ministre ne pouvait avoir un moment d'audience.

Il y a des membres écossais qui n'ont que deux cents livres sterling pour leur voix et la vendent à ce prix.

Les Anglais ne sont plus dignes de leur liberté. Ils la vendent au roi ; et si le roi la leur redonnait, ils la lui vendraient encore.

Un ministre ne songe qu'à triompher de son adversaire dans la chambre basse ; et pourvu qu'il en vienne à bout, il vendrait l'Angleterre et toutes les puissances du monde.

Un gentilhomme nommé..., qui a quinze écus sterling de rente, avait donné, à plusieurs temps, cent guinées, une guinée à lui en rendre dix lorsqu'il jouerait sur le théâtre. Jouer une pièce pour attraper mille guinées, et cette action infâme n'est pas regardée avec horreur ? Il me semble qu'il se fait bien des actions extraordinaires en Angleterre ; mais elles se font toutes pour avoir de l'argent. Il n'y a pas seulement d'honneur et de vertu ici ; mais il n'y en a pas seulement d'idée ; les actions extraordinaires en France, c'est pour dépenser de l'argent ; ici c'est pour en acquérir.

Je ne juge pas de l'Angleterre par ces hommes ; mais je juge de l'Angleterre par l'approbation qu'elle leur donne ; et si ces hommes y étaient regardés comme ils le seraient en France, ils n'auraient jamais osé cela.

J'ai ouï dire à d'habiles gens que l'Angleterre, dans le temps où elle fait des efforts, n'est capable,

sans se ruiner, de porter que cinq millions sterling de taxe ; mais à présent, en temps de paix, elle en paie six.

J'allai avant-hier au parlement à la chambre basse ; on y traita de l'affaire de Dunkerque. Je n'ai jamais vu un si grand feu. La séance dura depuis une heure après midi jusqu'à trois heures après minuit. Là, les Français furent bien mal menés ; je remarquai jusqu'où va l'affreuse jalousie qui est entre les deux nations. M. Walpole attaqua Bolingbroke de la façon la plus cruelle, et disait qu'il avait mené toute cette intrigue. Le chevalier Windham le défendit. M. Walpole raconta en faveur de Bolingbroke l'histoire du paysan qui, passant avec sa femme sous un arbre, trouva qu'un homme pendu respirait encore. Il le détacha et le porta chez lui ; il revint. Ils trouvèrent le lendemain que cet homme leur avait volé leurs fourchettes ; ils dirent : « Il ne

faut pas s'opposer au cours de la justice : il le faut rapporter où nous l'avons pris. »

C'était de tout temps la coutume que les communes envoyaient deux bills aux seigneurs : l'un contre les mutins et les déserteurs[9], que les seigneurs passaient toujours ; l'autre contre la corruption, qu'ils rejetaient toujours. Dans la dernière séance, milord Thousand [10] dit : Pourquoi nous chargeons-nous toujours de cette haine publique de rejeter toujours le bill ? Il faut augmenter les peines, et faire le bill de manière que les communes le rejettent elles-mêmes : de façon que, par ces belles idées, les seigneurs augmentèrent la peine tant contre le corrupteur que le corrompu, de dix à cinq cents livres, et mirent que ce seraient les juges ordinaires qui jugeraient les élections, et non la chambre ; qu'on suivrait toujours le dernier préjugé dans chaque cour[11]. Mais les communes, qui sentaient peut-être l'artifice, ou vou-

lurent s'en prévaloir, le passèrent aussi, et la cour[12] fut contrainte de faire de même. Depuis ce temps[13], la cour a perdu, dans les nouvelles élections qui ont été faites, plusieurs membres, lesquels ont été choisis parmi les gros propriétaires de fonds de terres ; et il sera difficile de faire un nouveau parlement au gré de la cour ; de façon que l'on voit que le plus corrompu des parlements est celui qui a le plus assuré la liberté publique.

Ce bill est miraculeux, car il a passé contre la volonté des communes, des pairs et du roi

---

Autrefois le roi avait en Angleterre le quart des biens, les seigneurs un autre quart, le clergé un autre quart ; ce qui faisait que, les seigneurs et le clergé se joignant, le roi était toujours battu. Henri VII permit aux seigneurs d'aliéner, et le peuple acquit : ce qui éleva les communes. Il me semble que le peuple a eu, sous Henri VII, les biens de la noblesse ; et, sous Henri VIII, la noblesse a eu

les biens du clergé. Le clergé, sous le ministère de la reine Anne, a repris des forces, et il s'enrichit tous les ans de beaucoup. Le ministère anglais, qui voulait avoir le clergé, obtint de la piété de la reine Anne qu'elle lui laisserait de certains biens royaux, comme la première année du revenu de chaque évêché, et quelque autre chose, montant à quatorze mille livres sterling par an, pour suppléer aux pauvres bénéfices, avec cette clause que les ecclésiastiques y ont fait mettre : que tout bénéficier qui demanderait l'application de partie de cette somme, serait obligé d'en mettre autant de son bien pour augmenter le revenu du bénéfice ; et de plus, il a passé qu'on pourrait donner à l'église, même par [pas] testament ; ce qui a abrogé l'ancienne loi, et fait que le clergé ne laisse pas de s'enrichir, malgré le peu de religion de l'Angleterre. Le ministère wigh n'aurait pas fait cela ; mais il n'a pas osé le changer, car il a toujours besoin du clergé.

Je crois qu'il est de l'intérêt de la France de maintenir le roi en Angleterre, car une république serait bien plus fatale : elle agirait par toutes ses forces, au lieu qu'avec un roi elle agit avec des forces divisées. Cependant les choses ne peuvent pas rester longtemps comme cela.

Là où est le bien, est le pouvoir ; la noblesse et le clergé avaient autrefois le bien, ils l'ont perdu de deux manières : 1° par l'augmentation des livres au marc (le marc de trois livres, sous saint Louis, étant peu à peu parvenu à 49, où il est à présent) ; 2° par la découverte des Indes[14], qui a rendu l'argent très-commun, ce qui fait que les rentes des seigneurs, étant presque toutes en argent, ont péri. Le roi a surchargé les communes à proportion de ce que les seigneurs ont perdu sur elles ; et le roi est parvenu à être un prince redoutable à ses voisins, avec une noblesse qui n'avait plus d'autres ressources que de

servir, et des roturiers qu'il a fait payer à sa fantaisie : les Anglais sont la cause de notre servitude.

Il y a dans cet ouvrage[15] un défaut qui me semble celui du génie de la nation pour laquelle il a été fait, qui est moins occupée de sa prospérité que de son envie de la prospérité des autres ; ce qui est son esprit dominant, comme toutes les lois d'Angleterre sur le commerce et la navigation le font assez voir.

Je ne sais pas ce qui arrivera de tant d'habitants que l'on envoie d'Europe et d'Afrique dans les Indes occidentales ; mais je crois que si quelque nation est abandonnée de ses colonies, cela commencera par la nation anglaise[16].

Il n'est point de mot anglais pour exprimer « valet de chambre », parce qu'ils n'en ont point,

et point de différence de masculin et féminin. Au lieu que l'on dit en France « manger son bien », le peuple dit en Angleterre « manger et boire son bien ».

Les Anglais vous font peu de politesses, mais jamais d'impolitesses.

Les femmes y sont réservées, parce que les Anglais les voient peu ; elles s'imaginent qu'un étranger qui leur parle veut les chevaucher. « Je ne veux point, disent-elles, *give to him encouragement* [17]. »

Point de religion en Angleterre ; quatre ou cinq de la Chambre des communes vont à la messe ou au sermon de la chambre, excepté dans les grandes occasions, où l'on arrive de bonne heure. Si quelqu'un parle de religion, tout le monde se met à rire. Un homme ayant dit de mon temps : Je

crois cela « comme article de foi », tout le monde se mit à rire. Il y a un comité pour considérer l'état de la religion ; cela est regardé comme ridicule.

L'Angleterre est à présent le plus libre pays qui soit au monde, je n'en excepte aucune république ; j'appelle libre, parce que le prince n'a le pouvoir de faire aucun tort imaginable à qui que ce soit, par la raison que son pouvoir est contrôlé et borné par un acte[18] ; mais si la chambre basse devenait maîtresse, son pouvoir serait illimité et dangereux, parce qu'elle aurait en même temps la puissance exécutive ; au lieu qu'à présent le pouvoir illimité est dans le parlement et le roi, et la puissance executive dans le roi, dont le pouvoir est borné.

Il faut donc qu'un bon Anglais cherche à défendre la liberté également contre les attentats de la couronne et ceux de la chambre.

Quand un homme en Angleterre aurait autant d'ennemis qu'il a de cheveux sur la tête, il ne lui en arriverait rien : c'est beaucoup, car la santé de l'âme est aussi nécessaire que celle du corps.

Lorsqu'on saisit le cordon bleu de M. de Broglie, un homme dit : « Voyez cette nation : ils ont chassé le Père, renié le Fils, et confisqué le Saint-Esprit. »

1 Ces notes ont paru, pour la première fois, dans l'édition des *OEuvre* complètes,* donnée par Lefèvre, en 1818, 5 vol. in-8°.

2 Nouveau style.

3 Le *Craftsman* était un journal ; *craftsman* signifie *artisan.* (Note de l'éd. de 1818.)

4 *Conseiller* est là pour examiner. (1818.)

5 Vieux style.

6 William Whiston (1667-1752), théologien et mathématicien, fort célèbre au dernier

siècle par ses opinions et ses controverses religieuses.

7 Leibnitz comparait le roi d'Angleterre et son Parlement à un mari et à sa femme, dont les rapports pouvaient parfois être tendus, mais qui étaient forcés de se mettre d'accord. (Foucher de Careil, *Leibnitz et les deux Sophies.* Paris, 1876, p. 179.)

8 C'est le timbre des journaux.

9 Le *mutiny-bill* est le vote annuel du contingent militaire.

10 Probablement *Lord Townshend.*

11 C'est-à-dire le dernier précédent.

12 C'est-à-dire le gouvernement du Roi, le ministère.

13 1729.

14 C'est-à-dire l'Amérique.

15 On ne sait de quel ouvrage Montesquieu veut parler.

16 Montesquieu a été prophète pour l'Amérique du Nord, qui s'est séparée de l'Angleterre en 1770.

17 Lui donner d'encouragement.

18 Le mot acte est pris au sens anglais, il veut dire ici : *borné par la loi.*

COLOPHON

Cette édition ÉFÉLÉ reprend l'édition des œuvres complètes en 7 volumes établie par Édouard Laboulaye, publiée par Garnier Frères, Paris, 1875, disponible à :

- volume 1: *http://books.google.com/books?id=BAUvAAAAMAAJ*
- volume 2: *http://books.google.com/books?id=bgUvAAAAMAAJ*
- volume 3: *http://books.google.com/books?id=vwUvAAAAMAAJ*
- volume 4: *http://books.google.com/books?id=EwYvAAAAMAAJ*
- volume 5: *http://books.google.com/books?id=7AYvAAAAMAAJ*

- volume 6: *http://books.google.com/books?id=ewYvAAAAMAAJ*
- volume 7: *http://books.google.com/books?id=oZsGAAAAQAAJ*

Ce tirage au format PDF est composé en Garamond Premier et a été fait le 26 décembre 2010. D'autres tirages sont disponibles à *http://efele.net/ebooks*.

L'orthographe a été modernisée en remplaçant *oi* par *ai* (par example *étoit* remplacé par *était*).

Les notes de Montesquieu ainsi que les note éditoriales de M. Laboulaye suivent immédiatement le texte, et sont numérotées 1, 2, 3,... Les variantes sont placées à la fin du volume, et son numérotées a, b, c,... Dans les deux cas, l'appel de note et le numéro de la note sont hyperliés.